

en bordure de l'Inde vers le nord, et particulièrement l'Assam, offrent un danger beaucoup plus grand.

M. MACNAUGHTON : Il existait, je pense, un traité entre Tibétains et Chinois. Je suppose qu'on l'a déchiré?

L'hon. M. PEARSON : Je ne puis dire si on l'a déchiré. J'ignore quel accord ont conclu ces deux gouvernements.

M. GOODE : La situation ne vous paraît pas trop grave, pour le moment?

L'hon. M. PEARSON : Je vous répète tout simplement que la situation est plus inquiétante dans d'autres parties du monde, à l'heure actuelle.

M. HIGGINS : Quelle est l'attitude du Canada à l'égard de la participation de la Chine communiste au traité de paix avec le Japon?

L'hon. M. PEARSON : Je crois avoir indiqué, à la première réunion ou ailleurs, que, selon nous, il était peu convenable d'inviter le gouvernement de Peï-Ping à participer à la signature d'un traité de paix avec le Japon, pendant que nos soldats se battent contre ceux de ce gouvernement en Corée. Mais si la guerre cessait en Corée, et qu'un armistice honorable pût être conclu, alors, nous songerions sérieusement, du moins à envisager la question de la participation de la Chine communiste à la signature du traité de paix.

M. HIGGINS : L'Inde a appuyé le Royaume-Uni en faveur de cette participation, n'est-il pas vrai?

L'hon. M. PEARSON : Le Royaume-Uni n'est pas allé, que je sache, jusqu'à se prononcer en faveur de la participation de la Chine au traité de paix. A mon avis, l'attitude du Royaume-Uni à cet égard est la suivante: on préfère attendre le moment propice pour prendre une décision quelconque sur la question.

M. HIGGINS : Les journaux ont rapporté la chose tout récemment.

L'hon. M. PEARSON : J'ai vu le rapport des journaux, et il m'a paru quelque peu exagéré. Le Royaume-Uni a déclaré sans ambages, il me semble, qu'il ne verrait pas d'un bon œil la participation du gouvernement de Tchang-Kaï-Tehek à la signature d'un traité de paix avec le Japon. Un ou deux autres points ont été soulevés, monsieur le président, et si vous le désirez, je puis répondre maintenant à ces questions. Je n'étais pas présent lundi, à la dernière séance, mais je crois que M. Coldwell a demandé des renseignements.

M. COLDWELL : Plutôt un éclaircissement.

L'hon. M. PEARSON : De quoi s'agissait-il?

M. COLDWELL : Etant donné les rapports contradictoires qui nous parviennent des Etats-Unis, ainsi que la fausse interprétation qui pourrait être faite de vos propres remarques de samedi, je vous prie de vouloir bien nous exposer l'attitude du Canada sur les points suivants: d'abord, où en sommes-nous pour ce qui est des propositions formulées en janvier dernier?

L'hon. M. PEARSON : Le Canada a résolu de s'en tenir à la Déclaration de principes des Nations Unies, qui prévoit, pour ce qui est du règlement de la question coréenne et des autres problèmes d'Extrême-Orient, une solution conforme aux principes énoncés dans cette déclaration. Nos positions n'ont point varié à cet égard. Dans mon discours radiophonique de samedi soir, j'ai précisé textuellement ce qui suit:

Souhaitons qu'un jour on finisse par comprendre que c'est la Russie, et non la Chine, qui avait tout à gagner de l'agression en Corée, à laquelle elle